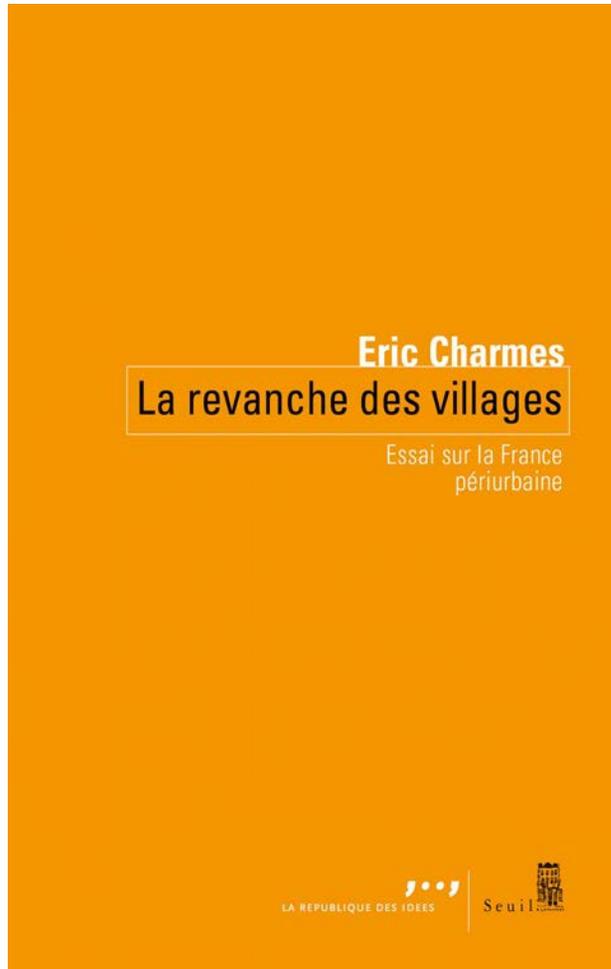


Au-delà du périurbain

À propos de *La revanche des villages. Essai sur la France périurbaine* d'Eric Charmes, La république des Idées, 2019.

Par Frédérique PALLEZ

Mines ParisTech, PSL Research University, CGS
– Centre de gestion scientifique, i3 UMR CNRS



Ce petit livre s'attaque à un objet qui résonne avec l'actualité : il s'agit, comme l'indique le sous-titre, d'un « essai sur la France périurbaine ». L'auteur, chercheur en sciences sociales, directeur de recherche à l'ENTPE, part d'un constat troublant, celui du brouillage de la distinction entre villes et campagnes. En effet, si, formellement, on peut encore identifier des paysages différents renvoyant à ces deux notions, il n'est plus possible de leur associer des formes de vie distinctes. Ainsi, nombre de cadres supérieurs et de professions libérales aux revenus équivalents à ceux de Paris, Bâle ou Genève, habitent des villages des Yvelines. Les vieilles divisions économiques, sociales, politiques entre les villes et les campagnes ont disparu. Ce livre a pour but d'analyser ce changement et ses conséquences, notamment ce que l'auteur appelle « la revanche des villages ».

Derrière la périurbanisation, nous dit l'auteur, on retrouve la plaisanterie d'Alphonse Allais, *mettre les villes à la campagne*. Et, de fait, beaucoup de ménages acceptent des trajets de plus d'une heure pour aller travailler en ville, afin de vivre « à la campagne », dans des villages entourant les villes. Ce phénomène de masse (selon l'INSEE, 25 % de la population française réside dans une commune de moins de 2000 habitants) s'est opéré à bas bruit sur les cinquante dernières années. Il suscite beaucoup de malentendus que le livre entend dissiper.

Le texte est organisé en quatre chapitres, qui correspondent à quatre angles d'observation du phénomène. D'abord, l'auteur cherche à caractériser la situation et interroge l'idée d'un exode urbain. Le deuxième chapitre examine l'impact environnemental de ce mouvement vers les campagnes et nuance ainsi fortement les discours traditionnels sur les vertus écologiques de la concentration urbaine. Le troisième chapitre porte sur la valeur existentielle de la vie à la campagne et ses conséquences politiques. Enfin, le dernier chapitre discute le pouvoir politique croissant des campagnes sur les villes.

Le premier chapitre nous donne une vision nuancée et très argumentée du phénomène de périurbanisation, en montrant que l'on peut réconcilier l'idée d'un « exode urbain » avec celle d'une croissance des métropoles. En effet, on assiste plutôt à une hybridation de la ville et de la campagne : en même temps que croissent les grandes villes, se développent des « aires urbaines », constituées d'une ville centre et de ses banlieues, entourée d'une « couronne périurbaine » de villages qui lui sont reliés. Ainsi, même si la démographie de nombre de villes moyennes est en berne, la croissance des villages situés dans la zone périurbaine peut être très dynamique. Et, globalement, la population périurbaine peut devenir majoritaire dans une aire urbaine. C'est le cas à Rennes ou à Auxerre. Même dans les grandes métropoles, le phénomène est massif : 30 % de la population de l'aire urbaine lyonnaise réside dans le périurbain. Ceci se fait au détriment des petites villes et des villages non périurbains, où réside une population modeste et vieillissante, qui ne représente plus que 17 % de la population française. Ainsi, si exode urbain il y a, il se fait dans des villages fortement reliés à la ville centre, car leurs nouveaux habitants n'entendent pas renoncer aux avantages de la ville, en termes d'emploi, de loisirs, de consommation, et leurs modes de vie ne sont pas un retour à la vie rurale.

La périurbanisation que l'on vient de caractériser est-elle un phénomène à combattre au nom de considérations environnementales ? C'est la question qu'examine le deuxième chapitre, qui rappelle que l'étalement urbain, avec ses conséquences en termes d'artificialisation des sols, de dépendance à l'automobile, d'émiettement des zones rurales, a longtemps été considéré négativement. Pour la plupart des urbanistes, jusque dans les années 2000, pour être durable, une ville devait être dense. Certes « la ville à la campagne », avec son habitat pavillonnaire, correspond à des attentes sociales fortes (80 % de la population en fait son habitat

idéal), mais l'urgence écologique n'oblige-t-elle pas à remettre en cause des choix égoïstes ou inconscients ? Des travaux récents semblent battre en brèche des certitudes dominantes jusqu'aux années 2000. Par exemple, si les transports du quotidien, fondés sur l'utilisation de l'automobile, ont incontestablement un poids plus important en zone périurbaine, le bilan global des transports (comprenant déplacements pour le week-end et les vacances, notamment en avion) n'est pas à l'avantage des urbains. Aux yeux de l'auteur, le vrai problème réside dans la menace pour l'agriculture, les paysages et la biodiversité, car les espaces urbanisés se diffractent en une myriade de petites communes. Pour l'auteur, il faudrait donc arriver à polariser l'urbanisation sur certaines des communes périphériques. Malheureusement, deux facteurs s'opposent à cette polarisation : d'une part, les plans d'urbanisme sont de la responsabilité des communes, qui voient dans les projets d'urbanisation un moyen de redynamiser des villages qui s'endorment ; d'autre part, la perspective des plus-values importantes faites par les propriétaires de terres agricoles, propriétaires souvent présents dans les conseils municipaux, en cas de projets de développement urbain, est un moteur de développement difficile à contrecarrer. L'État lui-même n'est pas exempt de contradictions puisqu'il souhaite à la fois lutter contre la dégradation des zones rurales, et favoriser leur redynamisation. Pour l'auteur, il faut peut-être changer de perspective et développer dans ces communes des atouts que n'ont pas les villes : circuits alimentaires plus courts, relations plus coopératives avec les agriculteurs, développement d'énergies renouvelables à partir des ressources locales, etc. Dans cette optique, les communes périphériques deviendraient un atout écologique pour les zones urbaines dans lesquelles elles sont insérées.

Le troisième chapitre aborde un point de vue à la fois plus sociologique et plus politique. Il s'agit d'examiner les choix de vie liés à la périurbanisation, leur signification politique, et les conséquences qu'il faut en tirer en termes d'action publique. La périurbanisation est-elle une pathologie du capitalisme, et ces habitants des villes qui s'exilent loin du centre, et qui manifestent du ressentiment vis-à-vis du système qui les y contraint, en sont-ils les victimes ? Telle était la thèse de Pierre Bourdieu. Ce constat peut mener à des options contrastées. Si l'on renonce à mettre à bas le système capitaliste, il existe néanmoins une option intéressante, développée par l'auteur, consistant à réactiver un « droit à la ville », notion forgée par le philosophe Henri Lefebvre dans les années 60. Ce droit pourrait permettre de bénéficier d'un environnement agréable tout en ne renonçant pas à certains services, comme les transports, le sport ou les services à la petite enfance. Toutefois, l'examen des demandes des périurbains montre que cette notion doit être transformée. Ces habitants réclament à « être tranquilles », loin du brassage social des grandes villes. Pour le géographe Jacques Lévy⁽¹⁾, cela exprime clairement une vision du monde : la préférence pour la sphère

domestique plutôt que l'ouverture sur le monde. Mais, note l'auteur, en s'appuyant sur les travaux de Christophe Guilluy⁽²⁾, il est trop schématique de stigmatiser une absence de mixité sociale, en fait tout aussi factice dans de nombreux quartiers des villes et dans leurs banlieues que dans les villages périurbains. Il paraît fécond de réfléchir à un « droit au village », qui, même s'il peut parfois dévier vers l'entre soi et la « clubbisation », est avant tout la revendication d'agir avec ses voisins pour le bien commun en menant localement des expériences, mais inclut aussi un droit de vivre à d'autres échelles que le village, notamment grâce à des modes de transport adaptés.

Dans le dernier chapitre, le livre aborde la question des pouvoirs politiques attachés aux villages : la commune est en effet, en France, l'échelon premier de la démocratie et de l'organisation administrative. Or, la décentralisation a mis à égalité, en termes de prérogatives, les 36 000 communes françaises, quelle que soit leur taille. Que penser alors, demande l'auteur, du pouvoir et de l'égoïsme potentiel d'une commune de 1500 habitants, quand lesdits habitants passent la majorité de leur temps dans la grande ville proche, et bénéficient de ses services et de ses équipements ? D'autant que, si ces petites communes ne disposent évidemment pas des mêmes moyens financiers que les grandes villes, elles ont de plus en plus les capacités d'agir ou de bloquer, par exemple au sein d'intercommunalités qui se sont agrandies récemment. En outre, elles ont souvent pour elles le dynamisme démographique et des habitants aux revenus plus élevés qu'en centre-ville. Des luttes de pouvoir se développent, avec à la clé l'enjeu du contrôle des ressources fiscales et des investissements. Mais les intercommunalités actuelles ne permettent pas, aux yeux de l'auteur, de rétablir des équilibres constructifs. Une hypothèse de travail à explorer serait donc de réfléchir au rôle renouvelé d'une vieille institution, le département, dans la construction d'un équilibre qui ménage les intérêts des petites communes face aux métropoles, mais limite peut-être les pouvoirs, jugés exorbitants par certains, de ces communes.

L'intérêt de ce livre, qui transparaît bien dans sa courte conclusion, est de renvoyer dos à dos des points de vue « pro » ou « anti » périurbain, qui alimentent tous les stéréotypes véhiculés, particulièrement dans la période actuelle, dans les discours politiques et médiatiques. La distinction entre France des métropoles et France périphérique n'a plus de sens, si elle est comprise comme la distinction entre villes et campagnes. Celles-ci se sont interpénétrées, pour donner vie à de nouvelles formes urbaines, notamment ces villages périurbains sur lesquels s'est focalisé l'auteur, dont il nous décrit, preuves à l'appui, la constitution, la diversité, la dynamique de développement. Tout l'intérêt du livre est là, dans cette analyse nuancée, étayée par des données et des travaux issus de diverses disciplines (urbanisme, géographie, sociologie, etc.), qui ébranle les idées reçues et suggère par endroits des pistes d'action aux pouvoirs publics.

⁽¹⁾ LEVY J. (2013), *Réinventer la France. Trente cartes pour une nouvelle géographie*, Paris, Fayard.

⁽²⁾ GUILLUY C. (2014), *La France périphérique, Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion.